

Notre École publique est en danger, elle vacille.

Elle est pourtant le socle premier de notre République. C'est elle qui a bâti notre cohésion sociale, qui a fait notre Nation et construit notre identité. Elle qui a permis de déjouer les destins que trop longtemps la naissance assignait à chacun.

Nous connaissons les fragilités accumulées depuis un demi-siècle et les “va-et-vient” politiques qui n'ont pu enrayer son déclin. Les savoirs reculent, les injustices sociales et territoriales progressent, les enseignants souffrent, les enfants aussi. Et les Français ont perdu confiance dans cette institution qu'ils aiment tant.

Pourtant, nous croyons que nous avons les forces nécessaires pour relever notre École et permettre à la France et à ses enfants de bénéficier, demain, du meilleur des systèmes éducatifs. Face aux défis vertigineux, sociaux, économiques et écologiques du 21ème siècle, nous pensons qu'il nous faut de l'ambition et de l'idéal.

Nous sommes des femmes et des hommes de conditions professionnelles, sociales et politiques différentes qui avons décidé de prendre le parti de l'école et de nous unir pour mener la grande révolution éducative dont nos enfants et notre pays ont besoin.

Notre engagement repose sur trois principes fondateurs.

Le premier est de faire de l'éducation la première politique de la Nation.

L'éducation conditionne toutes les politiques publiques. Une démocratie plus solide, une économie plus innovante et plus écologique, une société plus juste, une Nation plus unie se construisent d'abord par l'éducation. Voilà pourquoi nous voulons replacer l'École au cœur de la société.

Le deuxième est de croire à la mission universelle de l'École et en sa capacité à rendre heureux chaque enfant.

Nous refusons le fatalisme. Aucun enfant ne doit être défini par son origine sociale ou géographique, ses particularités ou son parcours. Tous sont capables d'apprendre, de progresser et de réussir, à condition de leur en donner les moyens. L'ambition de l'École n'est pas de sélectionner une élite, mais d'accompagner chacun aussi loin que possible.

Le troisième est d'engager une révolution fidèle à l'idéal républicain.

Nous ne croyons plus aux réformes successives qui corrigent un système à bout de souffle sans en modifier les fondements. La France a besoin d'un nouveau modèle éducatif. Des lois Ferry à celles de la Vème République en passant par le plan Langevin-Wallon, notre pays n'a cessé de faire de l'éducation le premier levier de l'émancipation, de la justice et du progrès. C'est cette promesse que nous voulons aujourd'hui réinventer.

Les mutations technologiques, démographiques, environnementales et démocratiques que nous traversons rendent indispensable un renouveau de la réflexion sur l'École. Nous voulons rouvrir, sans d'autres présupposés que ceux affirmés plus haut, les grandes questions éducatives qui ont progressivement disparu du débat politique :

Quelle place voulons-nous accorder à l'enfance dans notre société ?

A quoi doit servir l'École aujourd'hui ?

Que doit-on y apprendre ?

Que doit garantir la Nation à chaque enfant ?

Quelles gouvernances doivent y présider ?

Quel nouveau contrat républicain doit-on désormais établir à son propos ?

Nous avons aussi des convictions sur les voies à emprunter.

Nous croyons davantage aux preuves qu'aux proclamations :

Partout sur le territoire, des enseignants, des chefs d'établissement, des collectivités, des chercheurs et des associations obtiennent déjà des résultats remarquables. Notre responsabilité est de reconnaître ces réussites, de les évaluer scientifiquement, de les diffuser et de leur permettre de changer d'échelle.

La réussite éducative est une responsabilité partagée :

L'État doit continuer de garantir l'égalité, les principes et la cohérence nationale. Mais la réussite des élèves repose sur une alliance durable entre les acteurs de terrain. Dans cet esprit, la subsidiarité n'est pas un désengagement de l'État : elle est la condition d'une responsabilité mieux partagée.

L'éducation exige du temps long :

Les transformations éducatives produisent leurs effets sur une génération, non sur un quinquennat. Elles supposent donc une stabilité des objectifs, des financements conçus comme des investissements d'avenir et une capacité à protéger l'École des oscillations politiques. Tout cela, nous le faisons déjà pour notre Défense nationale, il faut désormais le faire pour notre Éducation nationale.

Vous vous retrouvez dans ce texte ?

[Revenir au site web](#)

[Adhérer au mouvement](#)

[Contactez l'équipe](#)